

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 60 (1919), p. 1-8

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__1_0

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 1. — JANVIER 1919

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1918

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. YVES-GUYOT, ANCIEN PRÉSIDENT, REMPLAÇANT M. EUGÈNE D'EICHTHAL. — ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 16 OCTOBRE ET 20 NOVEMBRE 1918.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

COMMUNICATION D'UNE LETTRE DE M. TYPALDO BASSIA.

ÉLECTIONS.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATION DE M. ALFRED NEYMARCK : « LES CHEMINEAUX DE L'ÉPARGNE : REPARTITION DES ACTIONS ET OBLIGATIONS DE CHEMINS DE FER DANS LES PORTEFEUILLES FRANÇAIS. »

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS.

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. YVES-GUYOT, ANCIEN PRÉSIDENT, REMPLAÇANT M. EUGÈNE D'EICHTHAL. — ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DES 16 OCTOBRE ET 20 NOVEMBRE 1918

La séance est ouverte à 17^h 30, sous la présidence de M. YVES-GUYOT, président, qui présente les excuses de M. d'EICHTHAL et met aux voix l'adoption du procès-verbal de la séance du 16 octobre inséré dans le Journal de novembre. Ce procès-verbal est adopté sans observations.

M. le Président annonce ensuite à la Société que la Maison Berger-Levrault n'a pu, en raison du lourd travail qu'il demande, faire paraître à temps le numéro de décembre. Le procès-verbal de la séance du 20 novembre ne pourra donc être soumis à l'approbation de la Société qu'à la prochaine séance.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le Président met aux voix les candidatures de MM. FRÉDET et Joseph COURCELLE, présentées à la dernière séance. Ces candidatures sont acceptées à l'unanimité et MM. FRÉDET et COURCELLE sont nommés membres titulaires.

M. le Président annonce ensuite qu'il a reçu une demande d'admission en qualité de membre titulaire de M. BOUILLOUX-LAFONT (Marcel), banquier, vice-président de la Caisse Commerciale et Industrielle, vice-président du

Crédit Foncier du Brésil, administrateur de la Société Centrale des Banques de Province, 38, avenue Hoche (VIII^e), présenté par MM. BARRIOL et CLAMAGIRAND, et une autre demande de M. FERRETTE, docteur en Droit, ancien député de Bar-le-Duc, présenté par MM. Fernand FAURE et BARRIOL.

Conformément à l'usage, il sera statué sur ces candidatures à la séance de janvier 1919.

COMMUNICATION D'UNE LETTRE DE M. TYPALDO BASSIA

M. le Président donne lecture de la lettre suivante de notre excellent collègue et ami, M. Typaldo Bassia.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET CHER COLLÈGUE,

« Au moment où la noble nation française reçoit la juste récompense de son courage et de ses sacrifices, au moment où les fiers vainqueurs de la Marne et de Verdun, qui avaient tiré le glaive à la voix de la justice, le referment au chant de la victoire,

« Permettez à un Hellène, fervent admirateur de votre héroïque patrie, de venir vous offrir son humble hommage et ses vives félicitations pour cette glorieuse victoire, si chèrement acquise.

« Je salue avec un pieux respect les sublimes enfants qui sont tombés dans la lutte et dont le sang a fait germer les lauriers de la gloire.

« Je crois me faire l'interprète de mon pays tout entier, en vous disant, Monsieur le Président, que nous n'avons pas cessé un seul instant de former des vœux pour le succès de vos armes. Le jour où notre petite armée grecque a eu l'honneur de combattre aux côtés de votre vaillante armée, les liens sacrés qui déjà unissaient nos deux patries, se sont resserrés.

« La Grèce a compris, qu'elle aussi devait entrer dans la lutte homérique pour la liberté, cet héritage céleste plus précieux que la vie.

« Je suis heureux d'avoir appartenu à un cabinet, qui, en 1916, vota notre sortie de la neutralité, laquelle sortie n'eut lieu que quelques mois plus tard, et c'est ce qui nous permet aujourd'hui d'avoir part au triomphe des Alliés.

« Maintenant que le tumulte qui bouleversait le monde entier prend fin, nous comptons sur la généreuse et bienfaisante influence de la France pour la réorganisation de notre pays, qui a tant besoin de puiser dans vos admirables institutions.

« Veuillez, je vous prie, agréer, Monsieur le Président, pour vous et pour nos chers collègues, l'expression de mes sentiments bien cordialement dévoués. »
(*Chaleureux applaudissements.*)

M. le Président dit que les applaudissements des membres montrent en quelle estime est tenu notre collègue auquel il sera fait réponse par notre Secrétaire général qui lui transmettra nos vœux.

ÉLECTIONS

M. le Président déclare clos le scrutin pour le renouvellement du Conseil pour 1919 et prie MM. CLAMAGIRAND et LOISEAU de procéder aux opérations de dépouillement des votes.

COMMUNICATIONS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels il cite :

AUSTRALIE. — Population and vital statistics. Bulletin n^o 35. Commonwealth demography. 1917 and previous years.

DANEMARK. — Communications statistiques, 4^e série, tome 54.

ÉTATS-UNIS. — Effects of the air hammer on the hands of stonecutters.

FRANCE. — Gouvernement général de l'Algérie. Délégations financières. Session de mai-juin 1918. Volumes 1, 2 et 3. Conseil supérieur du Gouvernement. Session ordinaire de 1918.

NORVÈGE. — Finances des communes pendant l'année 1914-1915.

Statistiques de la justice civile pour les années 1914 et 1915.

Effet de la cherté des vivres sur les conditions d'existence.

Les chemins de fer publics de la Norvège (1^{er} juillet 1916-30 juin 1917).

Statistiques des télégraphes et téléphones de l'État de Norvège pour l'année budgétaire 1916-1917.

Il fait une mention spéciale de la brochure *Supplément aux livres IV, V et VI du Cours d'économie politique* offert par son auteur, M. COLSON, à la Société de Statistique.

COMMUNICATION DE M. ALFRED NEYMARCK : « LES CHEMINEAUX DE L'ÉPARGNE : RÉPARTITION DES ACTIONS ET OBLIGATIONS DE CHEMINS DE FER DANS LES PORTEFEUILLES FRANÇAIS »

M. NEYMARCK prenant la parole, s'excuse de venir une fois encore entretenir ses confrères d'un sujet qu'il a depuis si longtemps traité sur la démocratisation de l'épargne et particulièrement sur la répartition dans les portefeuilles de ce qu'il a appelé les chemineaux de l'épargne, des actions et des obligations des compagnies de chemins de fer, de celles de la Ville de Paris et du Crédit Foncier, des titres de rente français. Dans l'ensemble de la fortune mobilière française, tous ces titres constituent la partie la plus importante et la plus digne d'intérêt. Préserver cette épargne, qui est l'épargne des petits, est un devoir national.

« C'est, dit M. Alfred NEYMARCK, à cette armée de l'épargne qui ne possède, suivant ses expressions que de la « poussière de titres » et de la « poussière de revenus » que nous devons en grande partie le succès des bons et des obligations de la Défense nationale dont il me sera bien permis de rappeler, avec une légitime fierté, d'avoir été l'initiateur, d'en avoir eu l'idée, quand, au début de la guerre, dans le *Rentier* du 14 août 1914, j'en recommandais la création sous la dénomination et la forme qui ont été adoptées. « Courage et confiance », écrivais-je. Le jour où par précaution le Gouvernement voudrait renforcer ses réserves en capitaux, il lui suffirait d'ouvrir les guichets du Trésor, de faire appel au concours de tous les agents de ses administrations et régies financières sans même faire d'émission et d'emprunt publics. Il placerait, quand et comme il le voudra, des bons du Trésor et de la Défense nationale, à courte échéance, en petites et en grosses coupures, avec les plus grandes facilités.

« Confier ses capitaux au Trésor pour la Défense nationale ! Les bons de la Défense ! Car c'est là le nom que le public leur donnerait immédiatement, qui donc refuserait et oserait refuser d'y souscrire ?

« La Défense nationale, c'est notre indépendance et notre liberté et ce sont là les biens suprêmes. »

« C'est encore à cette épargne admirable, à cette armée de petits, moyens et gros capitalistes que nous devons le succès de nos grands emprunts 5 % et 4 % dont le montant souscrit a dépassé les prévisions que les plus enthousiastes avaient pu prévoir. Mais, ajoute M. Alfred NEYMARCK, on entend dire : il n'y a pas de petits riches, il n'y a que des gros riches. Il n'y a pas de démocratie financière, mais une ploutocratie financière. Les chemins de fer, la Banque de France, le Crédit Foncier, les grandes sociétés sont une féodalité financière et leurs titres sont la propriété de quelques gros capitalistes et banquiers. C'est une erreur à laquelle les chiffres ont répondu et répondent. »

« La statistique que je vous présente ce soir, dit M. Alfred NEYMARCK, n'a pas le mérite d'être ce que j'appelle une « nouveauté », mais avant tout, elle recherche ce qu'un statisticien doit désirer : la sincérité et l'exactitude. Sur un

tel sujet, une statistique s'appuyant sur des chiffres récents comparés à ceux établis sur une longue période sur le même modèle, d'après les mêmes cadres, est utile, c'est ce que j'ai fait. Un chiffre en lui-même, n'est qu'une abstraction, deux chiffres juxtaposés permettent déjà de faire une comparaison. Plusieurs chiffres relevant les mêmes faits, établis à plusieurs dates, appellent la comparaison et peuvent provoquer d'utiles réflexions. »

« Si, dit M. Alfred NEYMARCK, j'écris, par exemple, que nous sommes ce soir 25 membres présents à la Société de Statistique, que le mois dernier nous étions 40, 50, 60, que, l'an dernier, au même mois nous étions plus ou moins nombreux, je serai amené tout naturellement à rechercher la cause de ces absences ou présences en plus ou moins grand nombre. Je me demanderai si c'est l'effet de la température ? de la saison ? du sujet ? ou bien si l'orateur a eu raison ou tort de choisir un sujet qui amène plus ou moins d'auditeurs. De telles recherches statistiques peuvent paraître enfantines. N'en croyez rien. Nous avons connu ici même et dans d'autres sociétés des membres qui faisaient très exactement ce travail et disaient le plus naturellement du monde qu'il y a trois ans, deux ans, un an, il y avait tel ou tel nombre d'auditeurs présents.

« Appliquez ce procédé élémentaire de statistique, à tel ou tel autre sujet, plus intéressant, plus sérieux, vous obtiendrez des résultats qui méritent votre attention.

« Si j'écris, par exemple, qu'en 1860, 1870, 1880, 1890, c'est-à-dire il y a soixante, cinquante, trente ans, il circulait tel ou tel chiffre d'actions ou d'obligations de chemins de fer, qu'à ces mêmes dates, il existait tel ou tel nombre de certificats nominatifs d'actions et d'obligations nominatives, que le nombre des titres inscrits sur chacun de ces certificats était de plus ou moins élevé qu'à une autre époque et à la même date. Si, il y a quarante, trente, vingt, dix ans et aujourd'hui, le nombre de titres et de certificats s'élevait à tel ou tel chiffre, que le nombre d'actions inscrit sur chaque certificat se chiffrait par tel nombre d'actions et tel nombre d'obligations, si je compare ensuite ces chiffres les uns aux autres, je suis amené à faire des constatations et de nouvelles recherches que le lecteur pourra mettre à profit.

« C'est ce procédé de statistique que j'emploie régulièrement depuis une quarantaine d'années pour déterminer notamment le montant en titres et en capital des émissions et remboursements des obligations de chemins de fer. Ce travail établi tous les ans, d'après la même méthode, bien avant 1883, et très régulièrement depuis cette même date, est en quelque sorte l'exposé financier de la situation des compagnies de chemins de fer avant et après la Convention de 1883. C'est toujours à notre Société de Statistique que j'ai fait les communications sur ce sujet, qui, à la longue, pouvaient paraître fastidieuses mais qui, aujourd'hui, présentent un intérêt d'autant plus grand qu'il serait impossible de faire de telles statistiques sur une période aussi étendue.

« Je vous présente ce soir la répartition des titres de compagnies de chemins de fer sur ces chemineaux de l'Épargne, un des chapitres de la statistique des valeurs mobilières de France. Cette statistique concerne les petits épargneurs, détenteurs de titres des grandes compagnies de chemins de fer, actionnaires et obligataires. Plus tard, je vous parlerai à nouveau des autres chemineaux de l'Épargne, rentiers sur l'État, actionnaires et obligataires du Crédit Foncier, obligataires de la Ville de Paris, actionnaires de la Banque de France, etc.

« Je passerai en revue successivement la situation des titres, actions et obligations des compagnies P.-L.-M., Paris-Orléans, Est, Midi, Nord, Ouest ; le nombre de titres au porteur et au nominatif ; le nombre de certificats, le nombre de titres inscrits sur chacun d'eux ; les sommes distribuées aux actionnaires, comme dividendes, celles qui sont payées à l'État comme impôt, redevances, celles que les compagnies acquittent comme redevances, charges patronales, etc.

« Toutes ces statistiques sont arrêtées au 31 décembre 1917, je les rapproche de celles établies en 1860, 1875, 1880, 1890, 1900, 1910. Aurais-je besoin de conclusion? Je laisserai les chiffres donner d'eux-mêmes la conclusion à ce travail! Ils montreront la diffusion infinie des titres dans les plus petits portefeuilles. Ils prouveront que les actionnaires privilégiés sont l'État, par les impôts et redevances qu'il perçoit, et le personnel, par les allocations qui lui sont accordées avant qu'un actionnaire puisse recevoir un centime! »

Après avoir établi les statistiques des actions et des obligations des compagnies P.-L.-M., Paris—Orléans, Est, Midi, Nord, M. Alfred NEYMARCK a réservé, pour la fin de sa communication, celle des titres de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest.

Le réseau des chemins de fer de l'Ouest ayant été racheté par l'État, les actions et les obligations de l'ancienne compagnie sont maintenant des annuités garanties et payées par l'État qui s'est substitué à elle pour le paiement des charges d'intérêt et d'amortissement des titres qu'elle a émis.

L'État connaît donc aujourd'hui quel est le nombre et la répartition des actionnaires et obligataires dont les titres sont au nominatif et il sait également à combien de personnes il paie les coupons au porteur. Il peut ainsi se rendre compte que, dans cette compagnie comme dans celles du P.-L.-M., de l'Orléans, de l'Est, du Midi, du Nord, comme l'ont indiqué nos précédentes statistiques, c'est une *majorité de petits épargneurs*, c'est une démocratie financière et non une ploutocratie financière qui possède les titres, actions et obligations, démocratie que nous avons qualifiée d'un mot : « Les Chemineaux de l'Épargne. »

L'ensemble des titres émis par les chemins de fer de l'Ouest, actions et obligations, s'élève à 4.748.402 actions et obligations sur lesquelles 3.459.810 sont au nominatif, soit 73 %, représentées par 135.242 certificats.

Sur 221.093 actions de capital, 102.472 sont au nominatif soit 46 %, représentées par 10.720 certificats.

Sur 4.448.402 obligations diverses, 3.325.888 sont au nominatif, soit 74 %, représentées par 116.105 certificats.

Les 10.720 certificats nominatifs d'actions de capital sont répartis entre les 102.472 actions nominatives; ils représentent une moyenne de titres inscrits de 10 à 11 actions qui, au cours de 740, représentent un capital de 7.400 à 8.140 francs.

Les 116.105 certificats nominatifs d'obligations sont la représentation de 3.325.888 obligations nominatives, soit une moyenne de 29 à 30 obligations qui, en prenant le cours de 368 des obligations anciennes 3 %, forment un capital de 11.040 francs.

Les 10 à 11 actions rapportent brut 385 à 423^{fr} 50.

Les 30 obligations rapportent brut, à 15 francs l'une, 450 francs.

Tels sont les gros bénéficiaires des « ploutocrates capitalistes » de la Compagnie de l'Ouest.

Quant aux charges particulières, c'est maintenant l'État possesseur du réseau qui les acquitte : il peut savoir ce qu'elles coûtent au budget, c'est-à-dire aux contribuables et se rendre compte ainsi de ce qu'elles coûtent aux autres compagnies de chemins de fer.

En rapprochant nos statistiques de fin décembre 1917 de celles de 1860 et de 1900, il en résulte le tableau suivant :

Années	Nombre de certificats d'actions	Moyenne des titres par certificat	Montant des certificats d'obligations	Moyenne des titres par certificat
1860.	1.847	47,21	65.833	42,10
1900.	11.552	9,938	111.303	28,466
1917.	10.720	10 à 11	116.105	29 à 30

M. Alfred NEYMARCK termine ces statistiques par le résumé suivant :

1^o Pas plus pour l'ensemble des compagnies que pour chacune d'elles, il n'existe de ploutocratie financière.

Ploutocratie financière est une expression qui peut frapper l'imagination mais qui ne résiste pas à l'examen !

2^o Ce n'est pas, en effet, une majorité de gros actionnaires qui en détient les titres et qui est maîtresse des compagnies, c'est une grande *démocratie financière* composée de petits actionnaires, porteurs de quelques actions.

3^o Cette *démocratie financière* possède de la *poussière de titres* et de la poussière de revenus et c'est elle qui est détentrice de la plus grande partie des titres, actions et obligations.

4^o Sur 3.059.000 actions qui forment le capital des compagnies de l'Est, du P.-L.-M., du Midi, du Nord, de l'Orléans, de l'Ouest, 1.356.783 actions sont au nominatif, soit plus de 44 %, et 1.702.217 sont au porteur.

5^o Sur 35.613.665 obligations, le nombre d'obligations nominatives s'élève à 25.617.035, soit 70 %, et le nombre d'obligations au porteur est de 1.702.217, soit 30 %.

6^o La confiance inspirée à l'épargne, aux gros comme aux petits capitalistes, est si grande que près des trois quarts des titres — 73 % — actions et obligations, sont au nominatif. Ils constituent des placements définitifs.

7^o Cette proportion entre les titres nominatifs et les titres au porteur existe sur nos rentes françaises 3 %. Sur 100 francs de rente 3 % il existe 75 francs au nominatif.

8^o Ce sont bien les *chemineaux de l'épargne*, comme nous les avons dénommés depuis longtemps, qui sont, en immense majorité, actionnaires et obligataires des compagnies de chemins de fer.

9^o L'actionnaire privilégié, celui qui bénéficie le plus des compagnies de chemins de fer, c'est l'État ; quand l'actionnaire reçoit 1 franc, l'État, lui, reçoit 2 et 3 francs. Le personnel, avec les charges qui incombent au patron, c'est-à-dire aux compagnies, reçoit le surplus.

10^o Tels sont les enseignements principaux qui résultent de ces statistiques qui portent sur une longue période d'années, 1860, 1900, 1917.

« Je puis dire, conclut M. NEYMARCK, que les chiffres sur lesquels s'appuie cette statistique sont *officiels*, car ils n'ont été établis, comme dans nos précédents travaux, que d'après des documents *officiels*, qui ne seront pas contestés. Il serait vraiment désirable que l'on cessât de considérer les actionnaires et obligataires des grandes compagnies comme des « ploutocrates » s'enrichissant au détriment d'autrui. *Le contraire est la vérité* : actionnaires et obligataires sont des petites gens d'épargne, des chemineaux de l'épargne, absolument comme les détenteurs de rente sur l'État, d'obligations de la Ville de Paris et du Crédit Foncier. »

M. le Président remercie M. NEYMARCK de sa très intéressante communication et le félicite d'avoir pu tenir à jour les statistiques qu'il a présentées et dont l'intérêt est d'autant plus grand qu'elles remontent plus loin dans le temps. Il est certain d'être l'interprète de tous les collègues de la Société en lui adressant ses plus chaleureux remerciements. (*Vifs applaudissements.*)

M. MEURIOT demande à M. NEYMARCK s'il serait possible d'avoir la distribution géographique des possesseurs. M. NEYMARCK répond qu'on aurait très probablement des indications grâce aux paiements par les gares et qu'il étudiera avec intérêt la très bonne suggestion de M. MEURIOT.

M. MARION dit que le travail si intéressant de M. NEYMARCK ne tient pas compte des certificats possédés en plus ou moins grand nombre par un seul individu.

M. NEYMARCK répond que l'intérêt même des possesseurs de titres les pousse à faire réunir les certificats et qu'il résulte d'une étude qu'il a faite

que l'on trouvait très peu de certificats au même nom d'un seul possesseur. Il ajoute qu'il est rare que les certificats d'une même nature de titres restent divisés pendant longtemps; à la meilleure occasion — amortissement, remploi, augmentation — on fait faire les réunions.

M. DESROYS DU ROURE fait observer que pour la Ville de Paris on a les proportions inverses de celles que l'on constate pour les obligations, soit 30 % à peine de nominatifs et 72 % de porteurs, et que l'examen des successions montre de la véritable « poussière de titres ».

M. REGARD confirme l'observation de M. DESROYS DU ROURE.

M. NEYMARCK pense que ce renversement provient de l'attribution de lots, les porteurs de titres nominatifs seraient trop facilement connus alors qu'ils gardent facilement l'anonymat avec le titre au porteur. Quant à la faible distribution du nombre de titres de la Ville de Paris, dans les successions, elle permet évidemment de frauder.

M. CADOUX demande si l'on pourrait avoir le mouvement des obligations dans les portefeuilles des compagnies d'assurances d'une part, et des sociétés d'employés et d'agents de chemins de fer d'autre part. Le nombre des titres possédés par ces sociétés va certainement en croissant et il est intéressant de remarquer que l'on trouve là une solution de la mine aux mineurs.

Après quelques autres demandes d'explications, M. le Président clôt la discussion et remercie le conférencier et les orateurs qui ont pris part à la discussion si intéressante qui vient d'avoir lieu.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

M. YVES-GUYOT remercie les scrutateurs et donne les résultats du scrutin.

Le scrutin ayant été clos à 18 heures, le dépouillement a donné les résultats suivants :

MM. Paul MEURIOT, *Président*,
Émile BOREL, *Vice-Président*,

DE VILLE-CHABROLLE et Maurice DEWAVRIN, *Membres du Conseil*,
ont obtenu 103 voix, et M. Gaston ROULLEAU 102 voix, sur 104 votants.

En conséquence, le Conseil de la Société de Statistique de Paris est ainsi composé pour 1919 :

Président : M. Paul MEURIOT.

Vice-Présidents : MM. SIMIAND, DELAMOTTE, Émile BOREL.

Secrétaire général : M. Alfred BARRIOL.

Trésorier : M. Paul MATRAT.

Membres du Conseil : MM. les anciens présidents de la Société, membres de droit; MM. André LIESSE, GRUNER, GLAMAGRAND, Gaston ROULLEAU, DE VILLE-CHABROLLE et Maurice DEWAVRIN, membres élus.

La séance est levée à 19 heures.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président de la séance,
YVES-GUYOT.

II

ERRATUM

Dans le n° 11 (novembre 1918) du Journal de la Société de Statistique, page 302, le procès-verbal de la séance du 16 octobre 1918 attribue à M. Fernand FAURE une question posée par M. Gabriel FAURE.

Cette question était d'ailleurs un peu différente de celle qui a été indiquée : M. MEURIOT expliquait notamment que le pourcentage des admissions pour

un examen donné présente presque toujours un écart dans le même sens, suivant qu'on le considérait à Nancy, à Bordeaux et à Clermont-Ferrand par exemple. M. Gabriel FURE a fait observer que ces différences pouvaient provenir non seulement de la valeur intrinsèque des candidats et de la préparation plus ou moins bonne qu'ils ont reçue, mais encore, *de la manière de voter*. C'est un élément subjectif dont on ne doit pas oublier l'influence perturbatrice possible.
